

Un arsenal de 60 000 \$ aux mains des Mohawks

Des armes achetées par l'ancien service de police de Kanasatake avec des fonds fournis par le gouvernement fédéral ont bel et bien disparues, confirme un rapport d'une firme indépendante et que La Presse a pu consulter.

Hugo de Grandpré

La Presse

Ces armes, deux fusils d'assaut Beretta, sept pistolets Glock et six fusils à décharge électrique Taser, entre autres, devaient être gardées chez un armurier de Drummondville. Or, entre la date de leur achat, vers 2003, et aujourd'hui, une quinzaine d'entre elles se seraient volatilisées.

C'est ce que constate Jean Pierre-Godbout, de la firme Samson & Associés, que le ministre fédéral de la Sécurité publique, Stockwell Day; a chargé d'enquêter sur des allégations de mauvaise gestion et de dilapidation des fonds publics par l'administration libérale.

Selon des documents obtenus par La Presse en vertu de la Loi sur l'accès à l'information, le gouvernement fédéral a versé plus de 60 000 \$ pour l'achat de ce matériel. Le rapport confirme cette information.

Silencieux, bombes lacrymogènes, armes destinées aux tireurs d'élite... Il appert de tous ces documents que l'escouade de 67 hommes, mise sur pied par l'ancien grand chef James Gabriel en 2003 se préparait pour une véritable invasion terrestre pour ramener la paix et l'ordre dans la réserve, avec la bénédiction des deux paliers de gouvernement.

Or, M. Godbout souligne que plus de la moitié des policiers sensés manipuler ces armes n'avaient pas été formés à cet effet.

Des courriels échangés entre des fonctionnaires fédéraux du ministère de la Sécurité publique, remis à La Presse, démontrent que ceux-ci étaient au courant de la situation depuis décembre 2005 au moins. «En aucun cas, un corps de police communautaire comme celui-ci n'aurait du être en possession de certaines de ces armes», écrivait à cette date un collaborateur du Ministère à une haute fonctionnaire, Chantal Bernier.

L'équipement est aujourd'hui sous la supervision de Clarence Simon, un conseiller du grand chef Steven Bonspille. Celui-ci porte le titre de « détenteur du portefeuille des armes » pour le territoire autochtone.

Hier, il a vertement critiqué les conclusions de la firme de consultants en gestion, les qualifiant de «tendancieuses». M. Simon affirme que toutes les armes ont été retrouvées et qu'elles sont entreposées en lieu sûr, jusqu'à ce qu'un corps policier puisse être reformé sur le territoire.

MAUVAISE GESTION

La Police mohawk de Kanesatake (PMK) a été démantelée en 2004, à la suite de perturbations dans le village autochtone.

À la fin de l'année 2003, les gouvernements provinciaux et fédéraux avaient subventionné une opération policière de l'ancien chef James Gabriel, qui souhaitait reprendre le contrôle du village, qui selon lui était tombé sous le contrôle de bandes criminelles.

Sa tentative, en janvier 2004, a lamentablement échoué lorsque le groupe a été pris en otage et que la maison de M. Gabriel a été incendiée.

En octobre dernier, Radio-Canada révélait que 34 millions \$ avaient été investis depuis deux ans et demi par les gouvernements fédéral et provincial dans la sécurité de la communauté mohawk voisine d'Oka. Cinq millions et demi auraient été directement investis dans l'opération policière, dont 900 000 \$ provenant de la Sécurité publique du Canada.

En plus de pointer du doigt la disparition d'armes de gros calibre, le rapport de la firme Samson & Associés dénonce la gestion financière du projet et accuse certains hauts fonctionnaires d'avoir approuvé certaines dépenses sans garanties suffisantes de succès. Un rapport de décembre 2003 de la Sûreté du Québec mettait en garde contre une intervention policière mal préparée et vouées à l'échec, toujours selon Radio-Canada.

Autres éléments d'intérêt soulignés dans le rapport: les policiers de Kanesatake étaient parmi les policiers les mieux payés au Canada, révèle le rapport, avec un chef recevant plus de 200 000 \$ non imposables pour un an de travail. De même, certaines armes auraient été directement achetées par la GRC ou la firme comptable Pricewaterhouse Coopers, tuteure du Conseil de bande à partir de mai 2003.